

L'UNION EUROPEENNE MERITE T-ELLE VRAIMENT LE PRIX NOBEL DE LA PAIX?

30 novembre 2012

L'attribution du prix Nobel de la Paix à l'Union Européenne est inattendue. Elle représente pour beaucoup une incongruité, même si décerner le plus important des Nobel a toujours recouvert en filigrane des aspects bien plus politiques que moraux, assez éloignées des réalités iréniques. On se souvient des tollés déclenchés lorsqu'Oslo honora Arafat ou Obama. Le prix récompense « la personnalité ou la communauté ayant le plus ou le mieux contribué au rapprochement des peuples, à la suppression ou à la réduction des armées permanentes, à la réunion et à la propagation des progrès pour la paix ». Mais, ce Nobel se mue souvent en oxymore: un prix de la paix récompensant des chefs de guerre devenus tardivement faiseurs de paix, à un moment de l'Histoire.

L'UE est une association de 27 Etats, instaurée au lendemain du traité Maastricht, laquelle remplaçait la CEE. Elle est l'aboutissement du Traité de Rome signé en 1957, tels que le voulurent les *Pater Europae* Monnet, Adenauer, Spaak, Schuman et de Gasperi, afin de ne plus connaître ces conflits à répétitions. Depuis 1945, c'est-à-dire avant même l'union politique de pays européens, cet espace jouit d'une paix relativement complète et durable. Or, la distinction suprême du Nobel sous-entend que cette situation serait à mettre au crédit des institutions européennes. Est-ce bien légitime ?

Une union régionale militarisée mais impuissante

En 1945, l'Europe de l'Ouest et son protecteur américain prônent 'l'heureux commerce' cher à Montesquieu, et la coopération politique et militaire, afin de réduire le risque de conflits. Toutefois, devant la menace soviétique, plusieurs pays européens conçoivent leurs propres alliances et instances pour garantir la paix et assurer sa défense. Mais le 30 août 1954, la France rejette la *Communauté Européenne de Défense* signé le 27 mai 1952. Une solution partielle est trouvée dans l'*Union de l'Europe Occidentale* (UEO). D'autres projets européens de défense émergent. La *conférence sur la sécurité et la coopération en Europe*, devenue en 1995 l'*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*, est conçue pour assouplir le dialogue Est-Ouest, sur quelques principes westphaliens: non recours à la menace ou à l'emploi de la force, respect de l'[intégrité territoriale](#) et des libertés fondamentales, autodétermination des peuples, et plus que tout coopération entre États souverains. En 1999, la [Politique européenne de sécurité et de défense](#) (PESD) remplace peu à peu l'UEO. Composante de la *Politique Etrangère de Sécurité Commune* (PESC), elle prévoit en cas de crise la mobilisation potentielle de 60000 hommes, sous l'autorité d'un Etat-major européen, pour un an. Elle s'est illustrée lors des opérations *Artemis* en République Démocratique du Congo, et *Concordia* en Macédoine. Enfin, une *Agence européenne de défense*, créée en juillet 2004 est censée améliorer les capacités de défense de l'UE, mais aussi promouvoir la coopération européenne dans le domaine de l'armement et définir les besoins de la PESD.

Quelques chiffres maintenant pour évoquer le potentiel militaire de cette 'UE de la paix'. Ces Etats-membres concentrent à eux-seuls 25% des dépenses militaires mondiales. Deux d'entre eux disposent de l'arme atomique. En matière de vente d'armes, l'UE fournit plus d'un tiers des systèmes d'armes de la planète. Par l'intermédiaire des mandats de l'Otan, de l'ONU ou pour leur propre compte, ses Etats sont intervenus un peu partout: d'Haïti à l'Irak, de l'Afghanistan à la Côte d'Ivoire, sans compter les guerres coloniales et post coloniales liés à leurs anciennes possessions. La paix n'est pas toujours au rendez-vous.

L'Otan comme l'épée et l'Europe comme bouclier

A première vue, la coopération européenne a réussi à prévoir les conflits, *sui generis*. Mais le triangle institutionnel européen ne dispose d'aucune armée propre et efficace pour assurer sa propre sécurité. Aussi, depuis 1949, c'est à l'Otan que revient la mission de garantir l'intégrité territoriale des membres européens. Aussi, jusqu'en 1991, l'instauration de la paix en Europe repose plus sur l'équilibre de la terreur atomique entre l'Est et l'Ouest que sur l'entente fantasmée entre les douze.

Après 1991, la Yougoslavie se désagrège. L'Europe, incapable seule d'y imposer la paix, s'en remet partiellement au gendarme américain. Il ne s'agit pas seulement de manque de moyens militaires et logistiques, mais d'absence de volonté commune au profit de *rivalités séculaires*. *C'est pourquoi l'Otan continue d'assurer ce rôle cité supra, de facto et de jure*. En 1994, l'Otan contracte le

Partenariat pour la Paix, signé avec 22 États européens. Elle favorise la coopération militaire avec les anciens pays du Pacte de Varsovie. En 1998, les armées de l'UE et l'OTAN s'accordent sur une *force d'action commune et autonome*.

En 2011, l'UEO abandonne à l'OTAN la défense collective. Les États membres n'assurent plus que les missions de Petersberg (maintien de la paix, désarmement, missions humanitaires...), incluses dans le traité de Lisbonne. L'armée européenne décidée par la PESD, les *Battle Group* de la PESC, n'évoluent plus que sous la férule du commandement suprême des forces alliées otaniennes en Europe. Depuis le 1^{er} janvier 2007, l'UE s'est dotée du *Centre d'Opérations on permanent*, activé sur décision du Conseil, pour des opérations civilo-militaires; et des *groupements tactiques* à dominante terrestre, mais toujours dans le cadre de l'Otan. Au Kosovo comme en Libye, et au sein même de l'UE, c'est Washington qui fournit ce qui manque à la défense, dont le système antimissile protégeant l'Europe.

Enfin, l'Otan et UE sont si étroitement liées, que les pays candidats à l'UE doivent très souvent devenir préalablement membre de l'Otan, et régler leurs différends territoriaux, accessoirement valider une transition démographique et libérale. Ce fut le cas pour la Croatie. Dès lors, l'Union Européenne n'est strictement pour rien dans cette paix qu'Oslo célèbre.

Une incitation symbolique

Depuis le traité de Rome en 1957, les États-membres se déchirent dans des conflits politiques, économiques et diplomatiques. Le terrorisme, le communautarisme et les conflits sociaux sont plus que jamais présents. Les questions basques, corses ou nord-irlandais perdurent sans que Bruxelles puissent y faire quoique ce soit. De la Pac aux euromissiles, de la division entre la vieille Europe hostile à la guerre en Irak et la nouvelle Europe ex-bushiste, des défenseurs du non au projet de constitution européenne en 2005 face à ces partisans, l'UE n'est que conflits. Telle est peut-être la rançon de la devise européenne: *In Varietate Concordia*.

Aujourd'hui, l'Union Européenne est affectée plus que toute autre région dans le monde par la crise économique. L'euro est menacé d'implosion en deux zones monétaires, voire de disparition. Ce Nobel, tout symbolique qu'il est, reste peut-être le dernier espoir d'un idéal de coopération à défaut de récompenser une réalité. Le prix est une opportunité destinée à remotiver les efforts aptes à surmonter les crises protéiformes que l'UE traverse, et à légitimer ses actions de plus en plus contestées.

Dès lors, si la tentation d'ériger les États-Unis en aigle descendant de Mars, face à la colombe européenne descendante de Vénus, reste confortable, elle constitue une idée reçue. L'Europe est complémentaire de la politique étrangère américaine. C'est la raison pour laquelle en 1990, le ministre belge des Affaires étrangères, Mark Eyskens, considérait l'Europe comme «*un géant économique, un nain politique et une larve militaire* ». Elle l'est encore par son manque de volonté, les crises grecques et syriennes, hélas, le prouvent.

Pierre Verluise, *Fondamentaux de l'Union Européenne*, Ellipses, 2012, 160 pages

Pierre Verluise, *Géopolitique de l'Europe*, Ellipses, 2012, 160 pages

Ernest Weibel, *Histoire et géopolitique de l'Europe centrale de l'antiquité à l'Union Européenne*, Ellipses, 2012, 560 pages